



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/2001/L.89
20 avril 2001

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-septième session
Point 13 de l'ordre du jour

DROITS DE L'ENFANT

Burundi^{*}, Kenya, Ouganda^{*}, République-Unie de Tanzanie^{*} :
projet de résolution

2001/... Enlèvement d'enfants du nord de l'Ouganda

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant les principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, la Convention relative aux droits de l'enfant et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Rappelant également la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés en juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui s'est déclarée préoccupée par les violations des droits de l'homme visant, en période de conflit armé, la population civile, en particulier les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées,

^{*} Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

Rappelant en outre l'obligation qui incombe aux États parties de respecter et d'observer strictement le droit international humanitaire en vertu des Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre, des protocoles additionnels de 1977 s'y rapportant et des autres principes du droit international,

Se félicitant de l'adoption par l'Assemblée générale, du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, qui contribuera à renforcer les instruments internationaux assurant la protection des enfants touchés par les conflits armés,

Rappelant sa résolution 2000/60 du 26 avril 2000, dans laquelle elle priait le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de procéder à une évaluation de la situation sur place en ce qui concerne l'enlèvement d'enfants du nord de l'Ouganda dans les régions touchées,

Prenant note du rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés (A/55/163-S/2000/712) présenté à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, ainsi que des conclusions et recommandations figurant dans le rapport du Représentant spécial du Secrétaire général chargé d'étudier l'impact des conflits armés sur les enfants (A/55/442),

Profondément préoccupée par le fait que les enlèvements, tortures, détentions, viols, asservissements et enrôlements forcés d'enfants du nord de l'Ouganda se poursuivent,

1. *Prend acte* du rapport du Représentant spécial du Secrétaire général chargé d'étudier l'impact des conflits armés sur les enfants (E/CN.4/2001/76);
2. *Condamne de la façon la plus énergique* l'Armée de résistance du Seigneur pour les enlèvements, tortures, détentions, viols, asservissements et enrôlements forcés d'enfants du nord de l'Ouganda auxquels elle continue de se livrer;
3. *Exige* la cessation immédiate de tous les enlèvements et de toutes les agressions contre les populations civiles, en particulier les femmes et les enfants, perpétrés dans le nord de l'Ouganda par l'Armée de résistance du Seigneur;

4. *Demande* la libération immédiate et inconditionnelle ainsi que le retour, sains et saufs, de tous les enfants enlevés, actuellement détenus par l'Armée de résistance du Seigneur;
5. *Prie* le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, créé par l'Assemblée générale dans sa résolution 36/151 du 16 décembre 1981, de continuer de prêter assistance aux victimes et à leurs familles souffrant des séquelles de tortures infligées par l'Armée de résistance du Seigneur;
6. *Prie instamment* les États Membres, les organisations internationales, les organismes humanitaires et toutes les autres parties intéressées, ayant quelque influence sur l'Armée de résistance du Seigneur, d'exercer toutes les pressions possibles sur celle-ci pour qu'elle libère, immédiatement et sans condition, tous les enfants enlevés dans le nord de l'Ouganda;
7. *Exhorte* toutes les parties qui favorisent la poursuite des enlèvements et détentions d'enfants par l'Armée de résistance du Seigneur à cesser sur-le-champ toute aide à ces forces armées rebelles et toute collaboration avec elles;
8. *Se félicite* de l'accord bilatéral entre le Soudan et l'Ouganda signé à Nairobi, le 8 décembre 1999, par les Présidents des deux pays;
9. *Se félicite également* du retour de certains des enfants enlevés et lance un appel en faveur d'efforts accrus pour la libération des enfants qui restent captifs des rebelles;
10. *Se félicite* de l'engagement qu'ont pris les Gouvernements soudanais et ougandais de faire un effort particulier pour rechercher toutes les personnes, en particulier les enfants, qui ont été victimes d'enlèvements et pour les rendre à leurs familles;
11. *Prend acte* des efforts récemment déployés par les Gouvernements soudanais et ougandais, auxquels se sont associés le Représentant spécial du Secrétaire général chargé d'étudier l'incidence des conflits armés sur les enfants, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et des organisations intergouvernementales, qui ont permis de retrouver un grand nombre d'enfants enlevés et de les remettre à leurs familles;

12. *Prend acte avec satisfaction* de la déclaration de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme présentant les conclusions préliminaires de l'équipe envoyée sur place par le Haut-Commissariat pour évaluer la situation dans les régions touchées;

13. *Souligne* la gravité de la question et exhorte l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale à poursuivre leurs efforts concertés pour améliorer la situation en ce qui concerne l'enlèvement d'enfants et répondre aux besoins des victimes;

14. *Prie* le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, en collaboration avec le Représentant spécial du Secrétaire général chargé d'étudier l'impact des conflits armés sur les enfants, de faire rapport à la Commission à sa cinquante-huitième session sur la situation des enfants enlevés du nord de l'Ouganda;

15. *Décide* de poursuivre l'examen de la question à sa cinquante-huitième session, au titre du même point de l'ordre du jour.
